

**Développement de la Confédération des États du Sahel :
Réunion majeure du comité ministériel à Bamako**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 22 MAI 2025

1773

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Joliba TV NEWS

Levée des sanctions

Joliba TV News annonce

son retour à l'antenne le 30 juin 2025



**Conseil National de Transition : Le PAG 2025-2026
approuvé à l'unanimité**



**Le Mali/Émirats Arabes Unis : Visite fructueuse d'une
délégation émiratie de haut rang à Bamako**



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

P.10



P.15



P.21



Une /



Levée des sanctions : Joliba TV News annonce son retour à l'antenne le 30 juin 2025

P.4

Brèves /



Les Examens de Fin d'Année Scolaire au Mali : Un Enjeu Crucial pour les Élèves

P.10

Développement de la Confédération des États du Sahel : Réunion majeure du comité ministériel à Bamako

P.10

Le Mali/Émirats Arabes Unis : Visite fructueuse d'une délégation émiratie de haut rang à Bamako

P.11

Revue du cadre législatif et règlementaire de la presse : La presse s'ausculte

P.11

Actualité /



Avion présidentiel et équipements militaires : Le second round ce jeudi

P.13

Réformes en vue au sein de l'aes, opérations de saisies spectaculaires des douanes :

Inspecteur général amadou konaté monte au créneau

P.15

Politique /



Conseil National de Transition : Le PAG 2025-2026 approuvé à l'unanimité

P.19

Abdoulaye diop : « Nos partenaires doivent respecter la souveraineté du mali » (interview)

P.21

Culture & société /



Santé : L'importance de la prévention de l'hypertension pour une vie plus longue et plus saine

P.25

International /



Vers une civilisation écologique : La vision chinoise, selon Zhang Yongsheng26

P.26

Sénégal : Takhawou Sénégal vole en éclat

P.28

Sport /



Coupe du Monde des Clubs 2025 : La FIFA a dévoilé les détails

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Levée des sanctions

Joliba TV News annonce

son retour à l'antenne

le 30 juin 2025

La Haute Autorité de la Communication (HAC) du Mali a décidé, par le biais de la décision n°2024-00537/P-HAC, de lever la suspension de Joliba TV News à compter du mercredi 21 mai 2025 à minuit. Cette décision met fin à une période difficile de six mois pendant laquelle la chaîne a été réduite

au silence, mais qui a également suscité une mobilisation importante en faveur de la liberté d'informer.

Bien que la levée des sanctions prenne effet dès le 22 mai, la reprise officielle des programmes de Joliba TV News est prévue pour

le lundi 30 juin 2025. L'équipe de la chaîne se concentre désormais sur la reconstitution de ses équipes et la réhabilitation de ses installations pour relancer ses productions dans les meilleures conditions.

Ce retour à l'antenne marque le début d'une nouvelle ère pour Joliba TV News, avec des formats repensés, des décors modernisés, des programmes inédits et un engagement renouvelé à donner la parole au Mali, à l'Afrique et à sa diaspora.

Dans un contexte national et régional complexe, la responsabilité de la chaîne est d'autant plus grande. Être un média libre aujourd'hui signifie décrypter les enjeux avec rigueur et courage, tout en restant fidèle à ses valeurs d'indépendance, d'équité et de responsabilité.

Joliba TV News exprime sa gratitude envers

ses téléspectateurs pour leur patience et leur soutien inébranlable. La chaîne remercie également la Maison de la Presse, son président M. Bandiougou Danté et sa commission de médiation, ainsi que toutes les organisations professionnelles des médias et de la communication pour leur soutien.

La chaîne tient à saluer les forces vives de la Nation, les organisations internationales de défense de la presse et tous ceux qui ont

contribué à défendre son existence. Elle rend hommage à Issa Kaou Ndjim, incarcéré actuellement, soulignant l'importance de la pluralité des voix dans un débat démocratique.

Joliba TV News affirme sa volonté de maintenir un dialogue constructif avec la HAC malgré les différends passés, soulignant l'importance d'une régulation équitable pour garantir un espace médiatique libre au service de l'intérêt général.

Ce retour à l'antenne n'est pas seulement une reprise des programmes, mais une réaffirmation de la foi de Joliba TV News en la liberté d'expression. La chaîne s'engage à continuer à faire entendre toutes les voix, dans le respect et la dignité.

À lire en encadré le communiqué de presse de Joliba TV News

Yacouba Ongoiba





COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Levée des sanctions : Joliba TV News de retour à l'antenne le 30 juin 2025

Bamako, le 21 mai 2025

Chers téléspectateurs, auditeurs et partenaires,

Par décision n°2024-00537/P-HAC, la Haute Autorité de la Communication (HAC) du Mali lève, à compter de ce mercredi 21 mai 2025 à minuit, la suspension de Joliba TV News. Cette décision met un terme à une épreuve de six mois, durant laquelle notre rédaction a été réduite au silence, mais qui a également suscité une mobilisation sans précédent en faveur de la liberté d'informer.

Si la levée de la sanction prend effet dès le 22 mai, **la reprise officielle de nos programmes est prévue pour le lundi 30 juin 2025**. D'ici là, nous nous attellerons à finaliser la reconstitution de nos équipes ainsi que la réhabilitation de nos installations, afin de relancer nos productions dans les meilleures conditions.

Ce retour à l'antenne inaugure un nouveau cycle pour Joliba TV News : formats repensés, décors modernisés, programmes inédits — et surtout, un engagement renouvelé à faire entendre les voix du Mali, de l'Afrique et de sa diaspora.

Dans un contexte national et régional exigeant, notre responsabilité est grande. Être un média libre aujourd'hui, c'est décrypter les enjeux avec rigueur et courage, sans céder à la passion, en restant fidèles à nos valeurs : **indépendance, équité et responsabilité**.

Nous remercions chaleureusement nos téléspectateurs pour leur patience et leur soutien indéfectible. Nous saluons la **Maison de la Presse**, son président M. Bandiougou Danté et sa commission de médiation, ainsi que toutes les organisations professionnelles de la presse, des médias et de la communication. Nos remerciements vont également aux forces vives de la Nation et aux organisations internationales de défense de la presse — dont l'appui constant a permis d'ouvrir la voie au dialogue.

Notre reconnaissance s'adresse également à nos confrères et consœurs, à toutes les bonnes volontés, à l'opinion publique nationale et internationale, à nos proches, ainsi qu'à toutes celles et ceux — anonymes ou connus — qui se sont mobilisés pour défendre l'existence de notre chaîne.

Nous pensons également à **Issa Kaou Ndjim**, intervenant régulier sur nos antennes, aujourd'hui incarcéré et condamné à deux ans de prison. Quelle que soit la diversité de nos opinions, aucun débat démocratique ne peut se construire sans la pluralité des voix.

Nous poursuivons désormais notre chemin avec la volonté de maintenir un dialogue constructif avec la HAC. Malgré les incompréhensions du passé, nous croyons à la nécessité d'une régulation équitable, garante d'un espace médiatique libre, au service de l'intérêt général.

Ce retour à l'antenne est plus qu'une reprise : c'est une affirmation renouvelée de notre foi en la liberté d'expression. Nous voulons continuer à faire entendre toutes les voix, dans le respect et la dignité. Comme le rappelait Voltaire : *« Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire. »*

Le rendez-vous est pris : le 30 juin 2025, Joliba TV News revient à l'antenne.

Avec toute notre estime,
L'équipe de Joliba TV News

Contacts Presse : +223 83 88 19 45 | hkuassi@jolibafm.com / hounzakuassi@gmail.com

■ Saïd Penda Officiel



Le chef d'état-major général des armées ivoirien n'est pas mort. La fausse information est directement sortie de l'usine à fake news de la junte burkinabé, la birC (brigade d'intervention rapide de la communication), dont les principaux animateurs ont été formés par wagner, nathalie yamb, kémi séba et des cyber-activistes de la galaxie soroïste. Ci-dessous le communiqué officiel.

Ce qui est vrai, est vrai !
FAUSSE INFORMATION

"Une publication relayant le prétendu décès du Chef d'Etat Major Général des Armées de Côte d'Ivoire, le Général de Corps d'Armée Lassina Doumbia, circule actuellement sur les réseaux sociaux. Cette information est fausse.

Elle émane du profil Facebook « Tingin-biiga », déjà connu pour sa propension à diffuser de fausses nouvelles. De nos investigations, il ressort que ce profil a été créé le 20 juin 2022 et son détenteur résiderait au Burkina Faso. Ce dernier est aussi l'un des administrateurs du groupe Facebook Burkinabé « Bureau de l'Intelligence Révolutionnaire et Patriotique (BIR&P) » créé le 20 Septembre 2011.

ANSSI - Côte d'Ivoire rappelle que la diffusion de fausses informations est une infraction passible de poursuites.

Restons vigilants et référons-nous uniquement aux sources officielles".

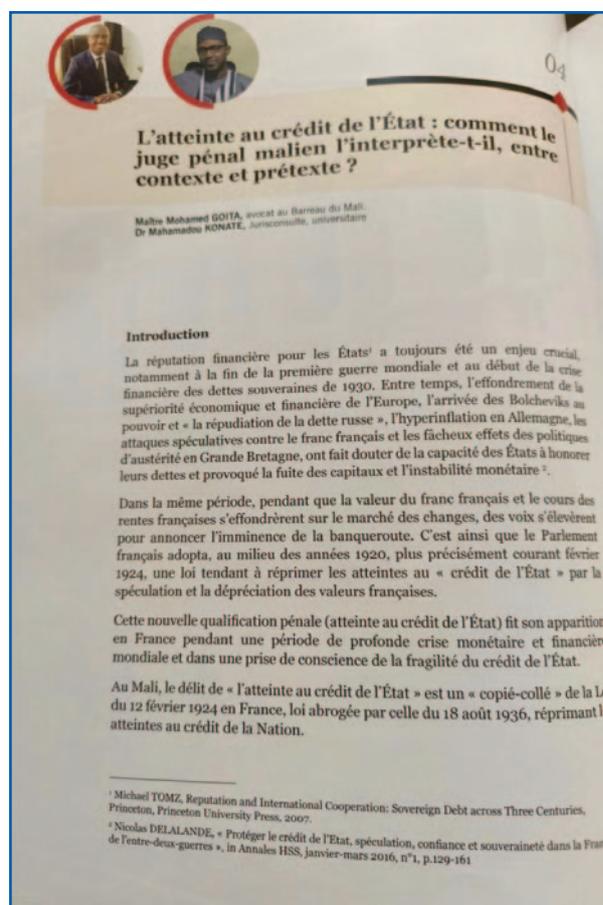
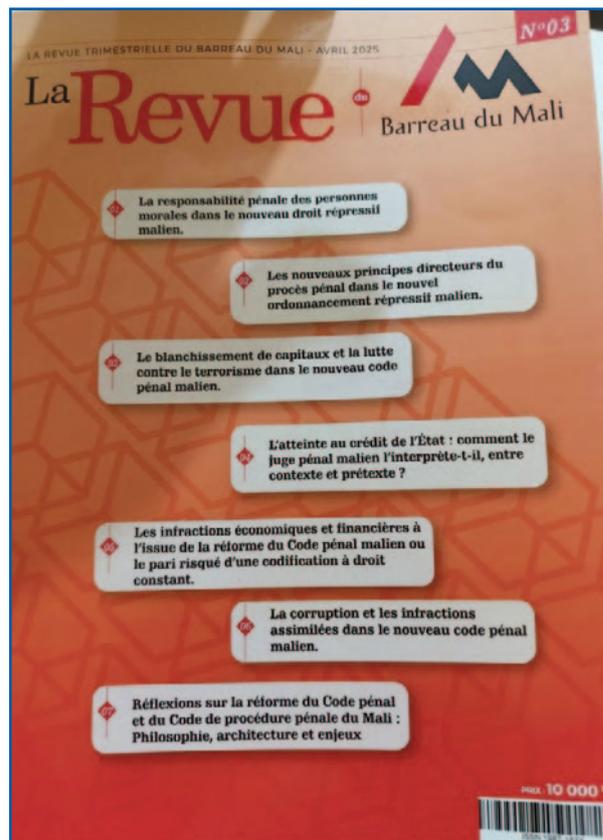


■ Mahamadou Konaté dit Amine



"L'atteinte au crédit de l'État", un délit transformé en cheval de troie pour faire taire les voix critiques. Échafaudage démonté pièce par pièce, triée à la loupe, pour la bonne gouverne des praticiens du droit et nos concitoyens. Un avocat et un enseignant en équipe, pour mener cette tâche à bien.

Allez-y chercher votre copie à la Maison des avocats ou à la librairie Sy. Ne me demandez pas où, car je l'ignore. Bonne lecture !



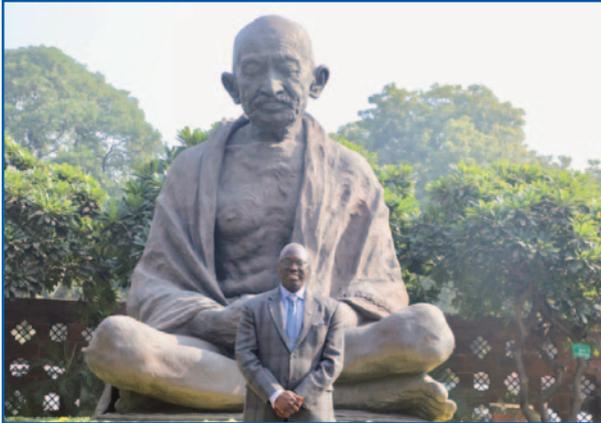
■ Yeah Samake



Devant la statue du Mahatma Gandhi, je médite sur la puissance de la non-violence, du courage moral et de l'engagement désintéressé au service de la justice sociale.

Son héritage nous rappelle que le vrai leadership repose sur l'intégrité, l'humilité et la force des convictions.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR le #Mali



■ Moussa Cisse



Retirer la nationalité aux apatrides c'est vouloir retirer la vue à l'aveugle oh ignorance : un apatride n'a pas de nationalité
Merci PM

■ Daouda Bakary Kone



Note de pré-émission de la Côte d'Ivoire sur le marché financier de l'Umoa : Montant recherché : 70 milliards de FCFA. Durée : 364 jours; 3 ans; 5 ans et 7 ans. Date de valeur : 21/05/2025. A suivre

■ Papajerome Le Sage

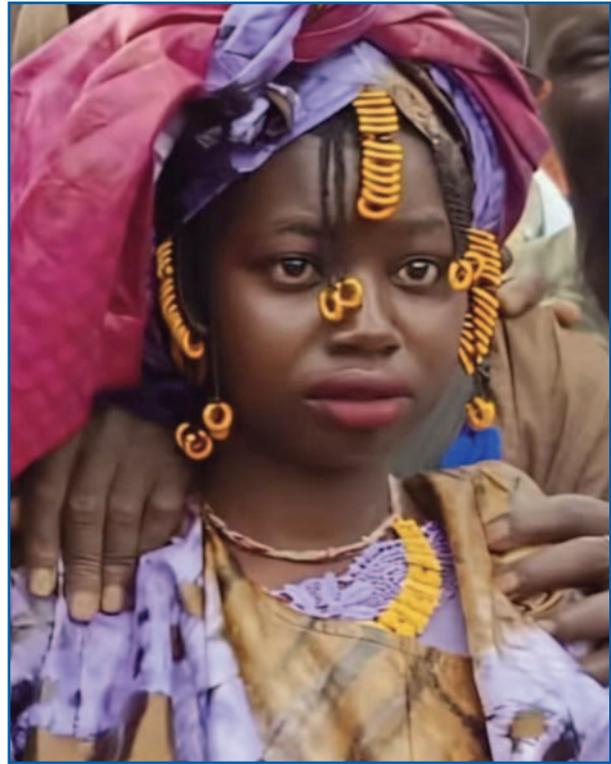


À travers des publications, j'ai appris qu'un jeune garçon avait pris la tangente avec cette fille en image, qui selon les publications est la femme du chef de village.

En voyant sa photo plusieurs questions se sont bousculées dans ma tête.

- 1- A-t-elle l'âge de se marier ?
- 2- N'est-elle une mineure ?
- 3- Vu que l'histoire est devenue virale, est ce que le ministère de la famille, femme et l'enfant a essayé d'en savoir plus ?

- 4- Nos féministes interviennent seulement quand il y a violence ?
 - 5- Que dit la loi malienne sur l'âge du mariage ?
 - 6- Est-elle consentante pour le mariage avec le chef du village ?
- PJLS



■ Ministère de la Jeunesse et des Sports -



Le ministre de la jeunesse et des sports, chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, Abdoul Kassim Fomba a pris part au lancement officiel des activités du Conseil régional de Tombouctou, ce samedi 17 mai, dans la mythique cité des 333 saints.

Il était accompagné de son homologue, le ministre de la réconciliation de la paix et de la cohésion nationale le général Ismael Wagué, parrain de l'événement.

Le Conseil régional de Tombouctou ainsi que les services du gouvernorat ont réservé un accueil chaleureux aux deux ministres, témoignant d'un engagement remarquable en faveur de la nouvelle dynamique impulsée par le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali).

Tout au long de cette journée, les ministres ont rendu visite aux notabilités locales, rencontré le personnel du gouvernorat, assisté à la cérémonie officielle de lancement, à un match de gala, puis à un concert de clôture.

Le Ministre Fomba a salué la présence de 15 présidents régionaux du CNJ sur les 19 que compte le CNJ, soulignant leur mobilisation exemplaire. Il a rappelé le rôle déterminant de la jeunesse

dans la construction nationale et les a exhortés à prendre pleinement conscience de leur responsabilité dans la mise en œuvre des réformes engagées par les plus hautes autorités en vue de la refondation de l'État.

Selon lui, Tombouctou, berceau du savoir, du mystère, du commerce et du brassage culturel doit constituer une source d'inspiration pour la jeunesse malienne. Il les a vivement exhortés à agir concrètement afin de répondre présents aux défis de la nation.

#Mali
#MJSCICCC
#Jeunesse_Engagée
#Sport_Pour_Tous
#Civisme_En_Action



Mali Actu



Saisie d'armes à #Baguineda : une arrestation qui soulève de lourds soupçons

Coup de filet à Baguineda : les forces de l'ordre du commissariat de #Yirimadjo, dirigées par le Commissaire Modibo K. Diarra, ont interpellé une femme de 38 ans en possession de six armes artisanales automatiques. Bien que la suspecte affirme vouloir se débarrasser d'un "héritage" laissé par son ex-mari décédé, les enquêteurs soupçonnent un lien avec des réseaux criminels impliqués dans des braquages. La qualité sophistiquée des armes a particulièrement attiré l'attention des services d'enquête.

Cette opération, saluée par les autorités, souligne l'engagement renforcé de la police contre l'insécurité et appelle à une vigilance citoyenne accrue. Le Commissaire en appelle à la population pour signaler tout comportement suspect. Collaboration, prévention, sanctions : faut-il aller plus loin pour enrayer la prolifération des armes artisanales au Mali ?

Votre avis compte !

NB: L'image est à titre illustratif

#SécuritéMali #PoliceNationale #SaisieArmes #Baguineda #LutteContreLaCriminalité

La Rédaction



Réussites d'Afrique.



Le président américain Donald Trump rencontre le président sud-africain Cyril Ramaphosa dans le bureau ovale de la Maison Blanche, à Washington, ce mercredi, Ramaphosa rencontre Trump dans un contexte de tensions autour de la réinstallation par Washington d'Afrikaners blancs que le président américain accuse d'être victimes d'un « génocide ».



Les Examens de Fin d'Année Scolaire au Mali : Un Enjeu Crucial pour les Élèves



Les examens de fin d'année scolaire constituent une période cruciale pour les élèves au Mali. En effet, à l'approche des épreuves du Diplôme d'Études Fondamentales (DEF) et du Baccalauréat, élèves, enseignants et autorités éducatives se mobilisent pleinement pour assurer une organisation efficace et des conditions optimales aux candidats.

Afin de préparer au mieux les élèves, de nombreuses écoles et lycées mettent en place des séances de révision encadrées par des enseignants expérimentés. Certains établissements vont même jusqu'à proposer des cours de soutien gratuits pour aider les élèves à consolider leurs connaissances essentielles.

Les matières clés telles que les mathématiques, le français, la physique-chimie et l'histoire-géographie occupent une place centrale dans les préparatifs. Les enseignants encouragent les élèves à s'exercer avec d'anciens sujets d'examen afin de se familiariser avec le type de questions posées et ainsi renforcer leur préparation.

Les épreuves anticipées se déroulent selon un calendrier établi par le ministère de l'Éducation et ses délégués. Cette planification rigoureuse permet aux candidats et aux établissements de mieux organiser leurs révisions et leurs stratégies d'examen.

L'organisation des examens est supervisée par le ministère de l'Éducation nationale et les académies d'enseignement, qui veillent à garantir la transparence et l'équité des épreuves. Des mesures strictes sont mises en place pour sécuriser les sujets d'examen et prévenir toute tentative de fraude, notamment à travers un dispositif de surveillance renforcé.

L'Académie d'Enseignement de la Rive Droite du District de Bamako a récemment tenu une réunion pour coordonner les préparatifs des examens avec tous les acteurs impliqués. Les chiffres révèlent l'ampleur de la tâche, avec un nombre important de candidats répartis dans de nombreux centres d'examen, nécessitant un nombre conséquent de surveillants pour garantir le bon déroulement des épreuves.

Les examens de fin d'année au Mali sont préparés avec sérieux et dévouement, combinant révisions intensives, encadrement professionnel et mesures de sécurité strictes. L'objectif de ces efforts collectifs est de garantir une session d'examen équitable, permettant aux candidats de mettre en valeur leur mérite académique.

Mohamde N'Diaye

Développement de la Confédération des États du Sahel : Réunion majeure du comité ministériel à Bamako



Mercredi 21 mai 2025, la capitale du Mali, Bamako, a accueilli une réunion cruciale du comité ministériel pour le développement de la Confédération des États du Sahel (AES). L'objectif principal de cette rencontre était de mettre en œuvre les priorités en matière de développement, en mettant particulièrement l'accent sur la création de la Banque Confédérale pour l'Investissement et le Développement (BCID-AES).

La séance d'ouverture a été présidée par Alhousseini Sanou, ministre de l'Économie et des Finances, en présence de Mme Dembélé Madina Sissoko, ministre des Transports et des Infrastructures, ainsi que du président du comité des experts de l'AES.

Cette réunion s'inscrit pleinement dans la stratégie visant à établir la BCID-AES. Au cours des deux jours de discussions, les experts ont examiné les modalités de mise en place de cette nouvelle banque régionale d'investissement.

Selon le ministre Sanou, la future BCID-AES a pour mission principale de mobiliser des fonds importants pour soutenir le développement des infrastructures au sein de la confédération. Il a souligné : « La création de la BCID-AES ne se limite pas à une simple décision politique, mais constitue une réponse concrète aux défis économiques auxquels notre confédération est confrontée, compte tenu du potentiel de croissance de nos États. »

L'Alliance des États du Sahel (AES) est née de la volonté commune du Burkina Faso, du Mali et du Niger de faire front commun face aux défis partagés par leurs nations. Dans le but d'étendre les objectifs de l'AES aux domaines de la diplomatie et du développement, des réunions antérieures des ministres de l'Économie et des Finances (26 novembre) et des Affaires Étrangères (1er décembre) ont déjà permis des avancées significatives vers la concrétisation de l'Alliance. Les chefs d'État ont également chargé les ministres de l'Économie et des Finances de prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre opérationnelle cette banque d'investissement de l'AES.

Cette rencontre historique souligne l'engagement des États membres de l'AES à renforcer la coopération régionale et à promouvoir le développement socio-économique de la région sahéenne. La création de la BCID-AES représente un pas important vers la concrétisation de cet engagement, offrant de nouvelles perspectives de croissance et de prospérité pour la confédération des États du Sahel.

Arouna Sidibé

Le Mali/Émirats Arabes Unis : Visite fructueuse d'une délégation émiratie de haut rang à Bamako



Une délégation émiratie de haut rang, dirigée par Son Excellence Sheikh Shakhboot Bin Nahyan AL NAHYAN, Ministre d'État chargé des Affaires africaines pour les Émirats Arabes Unis, a effectué une visite fructueuse à Bamako ce mardi. Accompagnée de spécialistes et d'acteurs économiques, cette délégation a participé à une réunion de travail visant à renforcer les liens entre Bamako et Abu Dhabi. L'objectif principal de cette visite amicale et professionnelle était de consolider la relation entre les deux pays, reflétant ainsi la volonté commune des dirigeants maliens et émiratis d'étendre leur coopération bilatérale dans divers domaines d'intérêt mutuel. Les discussions ont principalement porté sur le renforcement de la coopération économique, mettant l'accent sur l'amélioration du cadre légal pour favoriser les investissements dans des secteurs clés et intensifier les échanges commerciaux entre le Mali et les Émirats Arabes Unis. Dans cette optique, il a été annoncé la tenue prochaine de la Commission mixte de coopération et l'ouverture d'une mission diplomatique émiratie au Mali. Ces initiatives marquent un pas significatif vers un rapprochement économique et diplomatique entre les deux nations, ouvrant de nouvelles perspectives de partenariat et de développement. Cette rencontre entre la délégation émiratie et les autorités maliennes représente une étape importante dans le renforcement des liens entre les deux pays, soulignant leur engagement commun à promouvoir une coopération mutuellement bénéfique et à explorer de nouvelles opportunités de collaboration dans un esprit de partenariat et de respect mutuel.

Arouna Sidibé

Revue du cadre législatif et réglementaire de la presse : La presse s'ausculte



Dans le cadre de l'élaboration d'un répertoire des textes régissant la presse au Mali et d'un message de plaidoyer portant sur les textes régissant le secteur, le réseau « Siguida Herema » en partenariat avec Search for Common Ground, l'Urtel et l'Ambassade du Royaume de Belgique au Mali, a organisé un atelier de deux jours à la Maison de la Presse, les 14 et 15 mai 2025. Au regard du processus de refondation profonde entamé par les plus hautes autorités dans lequel la presse joue un rôle important, l'atelier a procédé à une revue critique du cadre législatif et réglementaire actuel de la presse. L'atelier a rappelé que depuis 2021 les faitières de la presse en collaboration avec les institutions de l'Etat, le ministère de la communication, des représentants de la justice, entre autres, ont procédé à des relectures qui n'ont pas abouti à ce jour. Aux termes de deux jours de travaux, les participants ont constaté la lenteur dans l'adoption des textes régissant la presse, et exprimé leur souhait de voir l'ouverture d'un cadre de concertation entre les faitières de la presse et les autorités pour accélérer le processus d'adoption des textes régissant la presse. Pour les participants, la non prise en compte des textes révisés régissant la presse risquerait d'impacter négativement les processus de refondation en cours au Mali.

A. Y.
Source : Mali Tribune

www.malikile.com

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES



COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.

La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

”

Avion présidentiel et équipements militaires : **Le second round ce jeudi**



Le dossier de l'achat de l'avion présidentiel et des équipements militaires au Mali refait surface avec la reprise des plaidoiries ce jeudi 22 mai 2025.

Après une première série d'audiences en septembre et octobre 2024, le procès avait été suspendu à la demande du parquet général et du contentieux de l'État. Cette affaire, qui a suscité de vifs débats au sein de l'opinion publique, pourrait connaître de nouveaux rebondissements.

L'enquête judiciaire vise à faire la lumière sur d'éventuelles irrégularités financières entourant ces acquisitions. En 2021, la Cour suprême avait classé l'affaire sans suite, affirmant qu'aucune malversation financière n'avait été prouvée.

Cependant, la réouverture du dossier en septembre 2024 devant la Cour d'assises pour les

crimes économiques et financiers a ravivé les interrogations sur la gestion des fonds publics et la transparence des contrats.

Lors de la première phase du procès, onze personnes étaient poursuivies, mais seulement quatre ont comparu devant la Cour d'assises spéciale : Bouaré Fily Sissoko, principale accusée, Mahamadou Camara, Moustapha Drabo et Nouhoum Dabitaou. Les débats ont été marqués par des échanges tendus entre le parquet général et la défense, notamment sur la question des factures et des preuves de livraison des équipements militaires.

Les enjeux du second round du procès

La reprise des plaidoiries pourrait apporter de nouveaux éléments sur cette affaire qui divise l'opinion. Il y a trois mois, la Cour suprême avait entendu les témoignages de deux anciens Premiers ministres, Moussa Mara et

Oumar Tatam Ly, ainsi que de l'ancien ministre délégué au budget, Madani Touré.

Leurs déclarations sont attendues avec une grande attention, car ces personnalités, en position d'influence à l'époque des faits, pourraient apporter des éclaircissements essentiels sur les décisions stratégiques et financières liées à ce dossier.

Cependant, un élément majeur vient compliquer cette reprise : l'état de santé préoccupant de Bouaré Fily Sissoko.

L'ancienne ministre de l'Économie et des Finances, incarcérée depuis plus de trois ans et demi, souffre de plusieurs pathologies graves, notamment la drépanocytose, des problèmes cardiaques, une hypertension sévère et de l'arthrose.

Son état s'est fortement dégradé ces derniers



mois, au point que son avocat a déposé une nouvelle demande de libération provisoire pour raisons médicales, accompagnée d'un certificat médical. Malgré ces alertes, la Cour suprême a rejeté cette requête le 4 avril dernier, suscitant une vive polémique.

Face à cette situation, plusieurs associations de défense des droits de l'Homme ont appelé à une évacuation sanitaire urgente avant la reprise des plaidoiries.

La question de la détention prolongée de Bouaré Fily Sissoko, malgré son état de santé critique, soulève des interrogations sur l'équilibre entre justice et humanité.

Cependant de source proche de la justice, il est dit qu'il n'y a eu aucun refus d'accorder la liberté à Bouaré Fily Sissoko. Pour la simple raison que celle-ci avait bien bénéficié d'une liberté sous caution en 2023 dont elle a refusé de s'acquitter du montant. Elle avait du moins réclamé son jugement affirmant qu'elle n'était pas en mesure de payer le montant de cette caution qu'elle a jugée très élevée.

Certains observateurs estiment que cette nouvelle phase judiciaire pourrait permettre de clarifier les responsabilités et d'éventuellement sanctionner les fautes commises. D'autres, en revanche, y voient une manœuvre

politique visant à fragiliser certains acteurs influents.

Alors que la date du 22 mai approche, l'attention se porte sur la manière dont ces nouveaux éléments seront intégrés dans le dossier et sur leurs impacts éventuels sur les responsables politiques concernés.

Ce procès, déjà marqué par des tensions et des rebondissements, pourrait bien prendre une tournure décisive dans les jours à venir.

Ousmane Mahamane
Source : Mali Tribune

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE :
48 MALIENS PERISSENT EN MER

Réformes en vue au sein de l'AES, opérations de saisies spectaculaires des douanes : **Inspecteur général Amadou Konaté monte au créneau**

Les 15 et 16 mai dernier, les directeurs généraux des douanes de la Confédération des Etats du sahel (AES) étaient à Bamako, capitale du Mali, pour leur troisième réunion dont le thème portait sur : « Harmonisation des procédures douanières pour un commerce fluide et sécurisé dans l'espace AES ».

Suite à cet évènement combien important dans l'intégration douanière entre les trois pays voisins, l'inspecteur général Amadou Konaté, directeur général des Douanes du Mali n'a daigné donner certaines précisions à travers une émission de l'ORTM1 dénommée "Actu Hedo". Dans cette interview exclusive réalisée le 18 mai dernier que nous vous proposons, le Vice-Président de l'OMD-AOC explique, sans détour, les opérations de saisie des soldats de l'économie malienne, les réformes en cours dans l'espace AES, son bilan satisfaisant à la tête de l'OMD-AOC...

ORTM1 : Monsieur le directeur, vous vous êtes réunis avec vos collègues du Niger et du Burkina Faso les 15 et 16 mai dernier à Bamako pour la troisième réunion des DG des Douanes de l'AES. Vous étiez avec les Experts. Des travaux qui ont certainement abouti à des conclusions. Quel est le principal enseignement que vous tirez de cette rencontre de Bamako ?

DG Amadou Konaté : Beaucoup d'enseignements. Le premier, c'est vraiment l'accompagnement des plus Hautes Autorités à nous donner les meilleures orientations et à faire en sorte qu'on a pu tenir cette rencontre. Le deuxième enseignement qu'on puisse en tirer est qu'effectivement à Bamako, nous avons pu faire la bonne rencontre avec tous les Experts de nos trois pays de l'AES. Et par la suite, les trois directeurs généraux ont marqué l'évènement par leur présence effective. L'enseigne-



ment qu'on tire de tout ça, c'est que ce sont des résultats de cette rencontre. Cette réunion de Bamako fait suite à d'autres réunions. Les DG des douanes de l'AES ont été l'un des premiers services à se rencontrer conformément à la volonté des trois chefs d'Etat, parce que nous sommes conscients de l'importance du pilier douanier dans la constitution de cette Confédération. Donc, nous avons eu une première rencontre à Niamey suivant d'autres. Dans la rencontre de Bamako, il s'agissait, dans un premier temps, de faire le point des recommandations qui ont été faites à l'issue de ces rencontres, de voir où est-ce qu'on est en termes d'harmonisation de nos procédures et de nos pratiques, voir où est-ce qu'on est avec les nouvelles orientations données

par les plus Hautes Autorités sur la conduite à tenir après.

ORTM1 : Il n'y a pas que vous devriez harmoniser les textes juridiques, mais vous y étiez déjà en avance parce que vous avez des textes harmonisés avec d'autres Organisations comme la CEDEAO et l'UEMOA. Ça vous a facilité la tâche ?

DG Amadou Konaté : Absolument ! La chance que nous avons au niveau de la Confédération, est que nous sommes acteurs de l'union douanière de l'UEMOA et de la CEDEAO. Nous avons participé à l'élaboration de ces textes d'harmonisation. Ça nous facilite la tâche. Il s'agit de ramener ces textes au niveau de la Confé-



dération et de les adapter au contexte nouveau avec des orientations claires qui ont été données, parce que nous voulons, conformément à la volonté des Autorités, cette fois-ci, un rassemblement, disons une Confédération, ou une union douanière des Peuples. Il faudrait qu'on sente, cette fois-ci, que ce que nous faisons est du nouveau. Les premiers bénéficiaires doivent être les populations.

ORTM1 : c'est beaucoup plus pour avoir une union douanière et des textes, mais est-ce que ça devrait vous permettre aussi d'améliorer les recettes ? Parce que c'est là la question principale.

DG Amadou Konaté : Absolument. En fait, quand on parle d'harmonisation des procédures et des pratiques : oui, de libre circulation des personnes, de biens et services, de sécurisation de frontières, mais dernières ces clichés, il y a toujours l'objectif d'amélioration de nos performances en termes de recettes douanières. Par cela, l'harmonisation concerne également les réformes que nous devons faire ensemble, l'assistance administrative mutuelle entre les trois pays en matière de lutte contre la fraude, les trafics illicites et la criminalité transnationale. Tout cela mis ensemble, les objectifs recherchés, c'est d'abord l'amélioration des recettes et l'amélioration de de nos prestations au bénéfice de l'Etat et des usagers.

ORTM1 : à propos des recettes, est-ce que vous allez revoir les tarifs communs ?

DG Amadou Konaté : Oui. Quand je parle d'har-

monisation de nos textes et pratiques, il s'agit de revoir absolument tous nos textes avec d'autres unions douanières. Il s'agit des aspects tarifaires, des aspects des règles d'origine. On est allé jusqu'au niveau des pratiques concernant l'exercice des commissaires agréés en douane. Il s'agit de revoir tous les instruments de coopération douanière, améliorer cette coopération et revoir les instruments conformément à cet objectif. Mais cela ne met pas en cause les anciens accords bilatéraux. En même temps, nous faisons l'ouverture pour des négociations. Nous ne fermons pas la porte. L'AES n'est pas une Confédération fermée.

ORTM1 : cela veut dire que vous allez collaborer avec d'autres pays, et la CEDEAO de façon générale comme Entité ?

DG Amadou Konaté : Ce n'est pas le directeur général des douanes qui décide de ça, mais la Confédération est ouverte. Nous avons profité de notre réunion pour donner nos avis de façon confidentielle aux Autorités, au cas où il y a des négociations avec certaines Organisations régionales, sous-régionales, ou avec des pays.

ORTM1 : Monsieur le Directeur général, vous pouvez nous parler de prélèvement confédéral ? Qu'est-ce que ce prélèvement va vous amener à faire ?

DG Amadou Konaté : C'était l'une de nos (DG des douanes AES) revendications et de nos propositions à la suite de nos différentes réunions. Nous avons fait des propositions confidentielles aux Autorités concernant beaucoup

d'aspects. Quand on va à une Confédération comme celle de l'AES, la première question qu'il faut se poser est de savoir comment ça va être financé. Il y a beaucoup de sources de financements. En ce qui concerne les douanes, effectivement, nous avons proposé qu'il fallait faire un prélèvement sur les marchandises en provenant des pays tiers, pour financer les activités. Je suis très heureux de vous annoncer que les Autorités nous ont suivi. Vraiment, nous sommes très heureux d'annoncer qu'il y a une décision qui a été signée pour asséoir ce problème qui va remplacer un autre. Cela est déjà configuré au niveau de tous les systèmes informatiques douaniers de ces trois Etats. Il y a d'autres niveaux de prélèvements dans d'autres secteurs.

ORTM1 : ça ne va pas créer de problèmes avec des pays de la CEDEAO qui étaient dans la même Organisation que vous ?

DG Amadou Konaté : Nous ne voyons pas de problème parce que nous sommes sortis de la CEDEAO. Ce prélèvement remplace celui qui était fait en faveur de la CEDEAO. Et donc, ça ne crée aucun problème.

ORTM1 : Parlant des textes juridiques, on sait que ça va vous permettre de veiller à la circulation des biens et des personnes, mais est-ce qu'au même moment, vous pouvez être beaucoup plus vigilants ? Est-ce qu'il ne peut y avoir un moment de relâchement en termes de vigilance ?

DG Amadou Konaté : Nous restons vigilants. Facilitation n'est pas contraire à la vigilance. Le Mali et tous les trois pays sont signataires des Accords de facilitation des échanges. Que ça soit le Mali, le Burkina et le Niger, notre premier port est la rotation des véhicules. Nous avons donc intérêt à jouer sur le temps de dédouanements, donc faciliter et rationaliser les contrôles. Nous mettons tout ça dans la gestion des risques, puisque nous ne pouvons pas tout contrôler, il faut cibler ce qui doit être contrôlé dans l'efficacité. Oui, facilitation, mais on garde la vigilance.

ORTM1 : dans le cadre de la vigilance, il y a la lutte contre les trafics illicites, la lutte contre la criminalité. Vous comptez beaucoup plus collaborer entre vous dans ce cadre-là, ou vous comptez sur l'implication d'autres partenaires en dehors de l'AES ?

DG Amadou Konaté : D'abord, nous comptons sur nous-mêmes. Nous avons proposé la signature d'Accords administratifs mutuels. Nous allons mutualiser nos efforts dans le cadre de la lutte contre les trafics illicites et la criminalité transnationale. Nous comptons sur nos efforts. Nous travaillons pour renforcer nos capacités. Nous sommes en train d'aller dans ce sens grâce à l'accompagnement des Autorités. Nous ne fermons pas la porte aux partenariats. Tous les trois pays ont des réformes de modernisation. Parmi ces réformes, il y a beaucoup d'aspects de sécurisation. Nous nous félicitons de la création des Organisations sous régionales et régionales. Au-delà de l'AES et d'autres organisations, nous sommes au niveau de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD).

ORTM1 : Cette semaine, vous avez saisi une importante quantité de drogues, d'explosifs. Comment vous êtes parvenus à ces résultats, est-ce qu'avec la collaboration avec les pays de l'AES ou en dehors des pays de l'AES ?

DG Amadou Konaté : Chaque administration de l'AES est structurée. Pour le cas du Mali, nous sommes structurés comme suit : il y a la Brigade de première ligne constituée des brigades au niveau des frontières, des brigades de surveillance. Nous avons en retrait les Brigades de seconde ligne constituées par les

sections de recherche et les brigades mobiles d'intervention. Nous avons des structures de contrôle de troisième ligne, constituées par la direction de renseignement et de la lutte contre la fraude et la direction de contrôle après dédouanement. Aujourd'hui, le renseignement douanier est en train d'être exploité judicieusement par l'ensemble des services. La saisie hors norme du 16 mai 2025 au Mali a retenu mon attention par rapport à plusieurs aspects : d'abord, la nature même des marchandises saisies, leur dangerosité. Il y a des marchandises qui servaient des sources de financement à des activités criminelles comme le terrorisme. C'était très dangereux. Et en même temps, il y a de la drogue, des boissons alcoolisées qui devaient être vendues à des Maliens. Ces revenus devaient servir l'activité criminelle. L'autre élément qui a retenu mon attention, c'est le moyen de transport utilisé. Autant nous développons nos stratégies, autant les auteurs criminels travaillent. Donc ils ont utilisé cette fois-ci un bus de transport, ils l'ont aménagé. Les passagers étaient assis sur des explosifs en fait. C'était fait au moment où les DG des douanes de l'AES étaient en réunion. On est très heureux que les renseignements douaniers soient exploités judicieusement. Il faut avouer que cette saisie a échappé à certains pays de l'AES.

ORTM1 : Au-delà de votre combat pour améliorer les recettes douanières, vous êtes aussi focalisés sur la lutte des trafics de tous genres ?

DG Amadou Konaté : Absolument. Nous avons reçu trois pertinentes orientations du ministère de l'Economie et des Finances qui sont conformes à nos missions et plans stratégiques. Il faut faire et réaliser les recettes pour conforter les Finances publiques, mais il faut lutter contre la fraude, les trafics illicites et la criminalité transnationale. Il faut faire des réformes parce que c'est la mise en œuvre de ces réformes qui améliore les résultats.

ORTM1 : en termes de recettes, est-ce que cette année vous allez faire mieux que l'année dernière, et l'année prochaine, faire mieux que cette année ?

DG Amadou Konaté : A part quelques années de creux, l'évolution des recettes douanières est régulière. Les douanes ont été félicitées en 1990 pour avoir réalisé dans l'année 34,8 milliards. En fin 2024, les douanes ont réalisé 898 milliards F CFA. Il y a des chiffres pour 2021, 2022, 2023. Pour cette année, il faut qu'on fasse mieux qu'en 2024 et qu'on fasse mieux en 2026 qu'en 2025.

Mamadou Diarra
SOURCE : LE PAYS





OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Conseil National de Transition : Le PAG 2025-2026 approuvé à l'unanimité



Ce lundi 19 mai 2025, le Premier ministre du Mali, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a présenté le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) 2025-2026 devant les membres du Conseil National de Transition (CNT) réunis dans la salle plénière du Centre International de Conférences de Bamako (CICB). Après une journée entière d'échanges intenses, le PAG a été approuvé à l'unanimité par les membres du CNT, marquant ainsi un moment historique pour le pays.

La séance de vote a été unanime avec 128 voix pour, 0 contre et 0 abstention, démontrant l'engagement, la cohésion et le souci d'un Mali fort, souverain et résilient de la part des membres présents. Le débat a porté sur les huit axes clés du PAG dévoilés trois jours plus tôt, le vendredi 16 mai, mettant en lumière les préoccupations majeures du pays telles que la sécurité, l'éducation, la santé, l'énergie,

l'emploi des jeunes, la gouvernance, et les conditions de vie des populations.

Le Général de Division Abdoulaye Maïga a répondu de manière claire et pédagogique aux plus de 300 questions soulevées par les membres du CNT, démontrant son sens du devoir et sa maîtrise des dossiers. Il a abordé des sujets cruciaux tels que la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la réforme de l'administration, et la relance économique, apportant des réponses rassurantes et des orientations stratégiques pour l'avenir du pays.

Parmi les mesures phares du PAG, on retrouve la construction et l'équipement de 167 nouvelles écoles fondamentales, 11 nouveaux lycées, l'extension de 10 autres, ainsi qu'une politique de réhabilitation des infrastructures scolaires. En matière d'énergie, le gouvernement s'engage à répondre à la crise électrique en augmentant la desserte quotidienne de 6 à

19 heures, avec pour objectif d'atteindre une desserte continue de 24 heures d'ici 2026.

Sur le plan économique, le Premier ministre a souligné l'importance de la relance du tissu entrepreneurial, le soutien aux jeunes à travers des projets générateurs de revenus, et la mobilisation du Fonds de garantie pour le secteur privé. Il a également annoncé la mise en place de comités consultatifs de sécurité, la promotion de la police de proximité, et des actions civilo-militaires pour renforcer la confiance entre les Forces armées maliennes (FAMA) et les populations.

Le PAG 2025-2026 marque une nouvelle étape dans le développement du Mali, avec des mesures concrètes pour améliorer la vie des citoyens, renforcer la sécurité du pays, et stimuler la croissance économique. Le gouvernement se montre résolu à mettre en œuvre ces réformes dans l'intérêt supérieur de la na-



tion et de ses habitants. La vision "Mali Kura taasira ka b n san 2063 ma" : une stratégie de développement durable et inclusive

La vision "Mali Kura taasira ka b n san 2063 ma" témoigne d'une volonté de construire une stratégie de développement durable et inclusive à long terme au Mali. Parmi les avancées notables mentionnées par Abdoulaye Maïga concernant l'opérationnalisation de Mali Airlines S.A, on retrouve la nomination de la direction, l'ouverture du compte bancaire, la libération partielle du capital, l'identification du siège social et le début des recherches de partenaires stratégiques, ce qui vise à relancer le transport aérien national dans une perspective d'intégration régionale et de désenclavement du pays.

Le Plan d'Action Gouvernemental (PAG) : défense, sécurité et réformes politiques

Le premier axe du Plan d'Action Gouvernemental (PAG) se concentre sur la défense et la sécurité, avec des prévisions telles que l'acquisition d'équipements militaires, la construction de nouveaux camps et de l'hôpital militaire, ainsi que le recrutement de nouveaux soldats et agents des forces de sécurité pour assurer la sécurité du territoire et des axes routiers.

Le plan Dougoukoloko, succédant à l'Opération Maliko, prend en considération les pactes villageois conclus avec des groupes terroristes, dans le but de rétablir l'autorité de l'État tout en respectant les réalités locales.

Le deuxième axe du PAG concerne les réformes politiques et institutionnelles, notamment l'adoption de la nouvelle Constitution, l'opérationnalisation du Système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH), la relecture de la loi sur les associations et la formalisation du rôle des organisations de la société civile.

Amélioration des services de santé et des infrastructures

Dans le domaine de la santé, le gouvernement prévoit de moderniser les structures sanitaires, de construire de nouveaux centres et d'améliorer la prise en charge des patients.

L'axe 3 du PAG met l'accent sur les besoins fondamentaux des populations, avec une politique de souveraineté alimentaire comprenant la reconstitution des réserves, la distribution d'intrants agricoles et de se-

mences améliorées, ainsi que l'aide alimentaire aux personnes vulnérables.

En ce qui concerne les infrastructures, le gouvernement prévoit des projets visant à désenclaver le territoire, tels que l'aménagement des routes, l'extension des lignes électriques et le renforcement de la Compagnie malienne pour la navigation fluviale.

Union pour le bien-être et le développement du pays

Le Premier ministre a exprimé sa reconnaissance envers le Conseil National de Transition, salué la résilience du peuple malien et appelé à une union autour des Forces de défense et de sécurité pour le bien-être et le développement du pays. Le Plan d'Actions Gouvernemental (PAG) est un document crucial qui témoigne de la vitalité de la démocratie au Mali. Il représente un socle commun et un pacte républicain auquel tous les citoyens sont engagés. L'adoption unanime de ce plan ambitieux par les membres du Conseil National de Transition (CNT) démontre un fort soutien en faveur des actions prévues par le gouvernement.

Cette unanimité confère au gouvernement une légitimité renforcée pour la mise en œuvre des différentes mesures et initiatives contenues dans le PAG. Cela signifie que les autorités ont un mandat clair et solide de la part des représentants du peuple pour agir en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens maliens.

Yacouba Ongoïba



Abdoulaye Diop : « Nos partenaires doivent respecter la souveraineté du Mali » (interview)



Interview avec Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères, en marge d'une conférence des Nations unies à Berlin. Revenant sur les relations parfois tendues avec certains pays, notamment européens ou voisins comme l'Algérie, le ministre a assuré que le Mali ne pratique pas de politique isolationniste et reste ouvert à tous les partenariats.

DW : Est-ce que vous cherchez à retrouver une forme de partenariat avec l'Allemagne ou des pays européens avec lesquels les relations ont peut-être été un peu froides ces derniers temps ?

Abdoulaye Diop : Après l'expérience de la présence des forces internationales, y compris les Nations unies, le Mali a vite compris les li-

mites aussi de ce type d'intervention, qui dans certains cas renforçait aussi la dépendance, ne répondait pas à la situation dans le sens où ça ne donnait pas les capacités aux Maliens et à l'État malien d'assurer la sécurité.

L'État malien est parti pour un changement de paradigme qui fait que la sécurité des Maliens doit être désormais entre les mains des Maliennes et des Maliens.

DW : Et quelle est la situation de cette sécurité ? Comment la décrivez-vous actuellement ?

Abdoulaye Diop : Nous pensons que la sécurité s'améliore au niveau du Mali.

Pendant la présence des forces internationales, le Mali ne contrôlait pas plus de 40 % de son territoire national.

Aujourd'hui, le Mali a le contrôle de l'ensemble de son territoire national.

L'armée et les forces de défense et de sécurité ont reçu des capacités et des moyens importants sont à l'offensive dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Beaucoup de succès ont été remportés. Plusieurs terroristes ont été neutralisés, certains se sont rendus.

Et aujourd'hui, nous voyons que dans beaucoup de localités, des personnes déplacées et autres commencent à revenir dans leur foyer.

Mais le défi sécuritaire est un défi de long terme et que même le terrorisme, le Mali seul ne peut pas vaincre, mais pour cela, naturellement, le Mali reste ouvert. Le Mali a indiqué qu'il y avait juste trois principes qui sont importants pour ces relations de partenariat.

Le premier, c'est que tout partenariat doit respecter la souveraineté du Mali.

Deuxième élément, nos partenaires doivent respecter le choix souverain du Mali et le choix de partenaires opéré par le Mali et enfin prendre en compte les intérêts des Maliens.

Si ces principes sont observés, le Mali n'est fermé à aucun pays, aucun partenaire, notamment l'Allemagne qui a été le premier pays qui a quand même établi des relations diplomatiques avec le Mali et avec lequel nous souhaitons maintenir et même renforcer des relations dans tous les domaines.

Aujourd'hui sur le plan bilatéral, rien n'empêche le Mali de continuer à travailler avec l'Allemagne malgré certaines difficultés liées à l'environnement géopolitique.

DW : Certains estiment que vous jouez à une politique de l'isolationnisme qui pèse un peu sur le pays. Que répondez-vous ?

Abdoulaye Diop : Je crois que c'est une question de perception. C'est une question de narratif.

Il y a certains anciens partenaires du Mali qui sont en train de tout faire pour essayer d'isoler notre pays à cause de nos choix qui ne leur conviennent pas.

Parce que le Mali a décidé de se prendre en charge et de faire en sorte que nous soyons respectés et que notre souveraineté soit respectée donc, mais ceci ne nous dissuade pas parce que le choix que le Mali a fait, c'est pour assurer notre sécurité, c'est pour contrôler notre territoire, c'est pour le confort de nos populations.

Et ces objectifs, nous allons continuer à les poursuivre.

Ce que nous demandons à tout un chacun, c'est que nos relations soient empreintes de respect et que tout partenariat doit être pour nous un partenariat gagnant-gagnant et non de pouvoir nous imposer des politiques de domination ou d'assujettissement de nos pays.

Et justement, ce sont ces politiques, nos choix, qui conduisent certains, nos partenaires qui n'ont pas encore compris les changements qui s'opèrent en Afrique pour essayer de nous isoler.

Mais comme je l'ai indiqué, nous ne le sommes pas.

Nous avons créé la Confédération des États du Sahel, mais avec le Burkina, le Niger, nous travaillons avec des pays de la région, y compris en maintenant une discussion constructive avec la CEDEAO que nous avons quittée.

Aujourd'hui, nous sommes à Berlin pour pouvoir avoir un engagement constructif avec les Nations unies, malgré notre retrait de la Minusma et avec beaucoup de pays qui sont aujourd'hui présents.

C'est une question de perception.

DW : Et comment est-ce que vous décrivez la relation avec l'ONU actuellement ?

Abdoulaye Diop : La relation avec l'ONU est bonne. Globalement, elle a toujours été bonne. Le Mali est un membre des Nations unies depuis son indépendance.

Les Nations unies ont été présentes dans notre pays jusqu'à la mise en place de la Minusma.

Après le départ de la Minusma, aujourd'hui, le Mali a un cadre de collaboration avec les fonds, agences et programmes des Nations unies qui travaillent dans le domaine du développement, dans le domaine humanitaire et au plan politique aussi, nous maintenons un dialogue constructif avec les Nations unies afin de pouvoir l'aider à travailler dans le sens de l'atteinte de ses objectifs.

Mais pour des pays comme le Mali désormais, nous ne comptons pas sur les forces internationales pour assurer la sécurité chez nous.

Nous avons décidé de compter sur nous-mêmes et aussi de tendre toujours la main aux autres qui veulent nous accompagner.

DW : Même s'il y a des menaces, par exemple venant des régions du Nord ?

Abdoulaye Diop : Vous savez, les régions du Nord aussi. C'est une question à relativiser.

Il y a quelques années, le Mali avait pratiquement perdu la moitié, sinon 40 % de son ter-

ritoire national.

Depuis le départ des forces internationales, le Mali aujourd'hui a recouvré l'entièreté de son territoire national.

Kidal par exemple, qui est une des régions du Mali, échappait au contrôle de l'État jusqu'à il y a un an et demi.

Aujourd'hui, grâce aux efforts de gouvernement et des forces de défense et de sécurité malienne, Kidal est revenue dans le giron de l'État malien.

Et dans beaucoup de localités, l'État a fait beaucoup d'efforts pour faire revenir les gouverneurs, les préfets, les services sociaux de base, les écoles, la justice... Donc ça demande beaucoup de moyens.

Mais il y a quand même des efforts conséquents au nord, et y compris aussi, il y a un processus de réconciliation aussi qui est en cours à côté de l'effort militaire pour essayer de faire en sorte que nous puissions amener l'entente entre tous les Maliens.

DW : Je parlais aussi au plus large de la région, donc aussi des pays étrangers dans le





Nord. Est-ce que même face à ce genre de menaces qui pourraient se passer... Vous voulez le nom ? L'Algérie.

Abdoulaye Diop : Bon, vous savez, l'Algérie est un pays voisin du Mali. Nous travaillons avec tous nos voisins pour pouvoir assurer la paix et la stabilité.

Ce que le Mali demande, c'est que nos voisins s'inscrivent dans une démarche constructive vis-à-vis de nos pays.

Qu'ils cessent de s'ingérer dans les affaires intérieures du Mali.

Qu'ils cessent de soutenir de groupes terroristes comme des groupes séparatistes qui attaquent et déstabilisent notre pays.

Le voisinage doit être basé sur le respect mutuel.

Nos peuples, que ça soit avec l'Algérie ou avec d'autres voisins, on a des relations historiques.

Nous sommes condamnés à vivre ensemble. Le Mali travaille sur la base de principes, donc on ne peut pas être l'ami du Mali et en même temps avoir une main pour déstabiliser notre pays.

Et ça, ce dialogue là, nous l'aurons avec tous nos voisins qui inscrivent leurs actions dans la duplicité et dans la déstabilisation de notre pays.

Ceci n'est pas acceptable.

DW : Si l'Allemagne décide de soigner cette relation, quel est l'effort que vous pouvez imaginer de faire pour s'approcher à des projets communs ?

Abdoulaye Diop : Nous n'avons pas de crise avec l'Allemagne et malgré les difficultés, la coopération avec l'Allemagne dans une grande mesure est maintenue.

D'ailleurs, le 22 mai prochain, il y aura des consultations germano-maliennes qui se tiendront à Bamako.

Et comme je l'ai dit, l'Allemagne a été le premier pays qui a établi des relations diplomatiques avec le Mali.

Et qui a toujours maintenu une approche assez réaliste de la situation, même si la conjoncture géopolitique mondiale a eu une incidence quelque part sur cette relation.

Mais nous restons confiants avec l'arrivée aussi de nouveaux responsables aujourd'hui à la tête de l'État allemand, avec lesquels nous avons déjà eu ce matin des discussions que nous allons pouvoir travailler de façon pragmatique.

Pour pouvoir préserver l'intérêt de l'Allemagne et l'intérêt du Mali, mais surtout l'intérêt de la paix.

Source : DW



Nekapro



Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.



Rédaction



Amélioration de style



Correction



Traduction

CONTACT



+223 74-44-27-44

www.nekapro.com



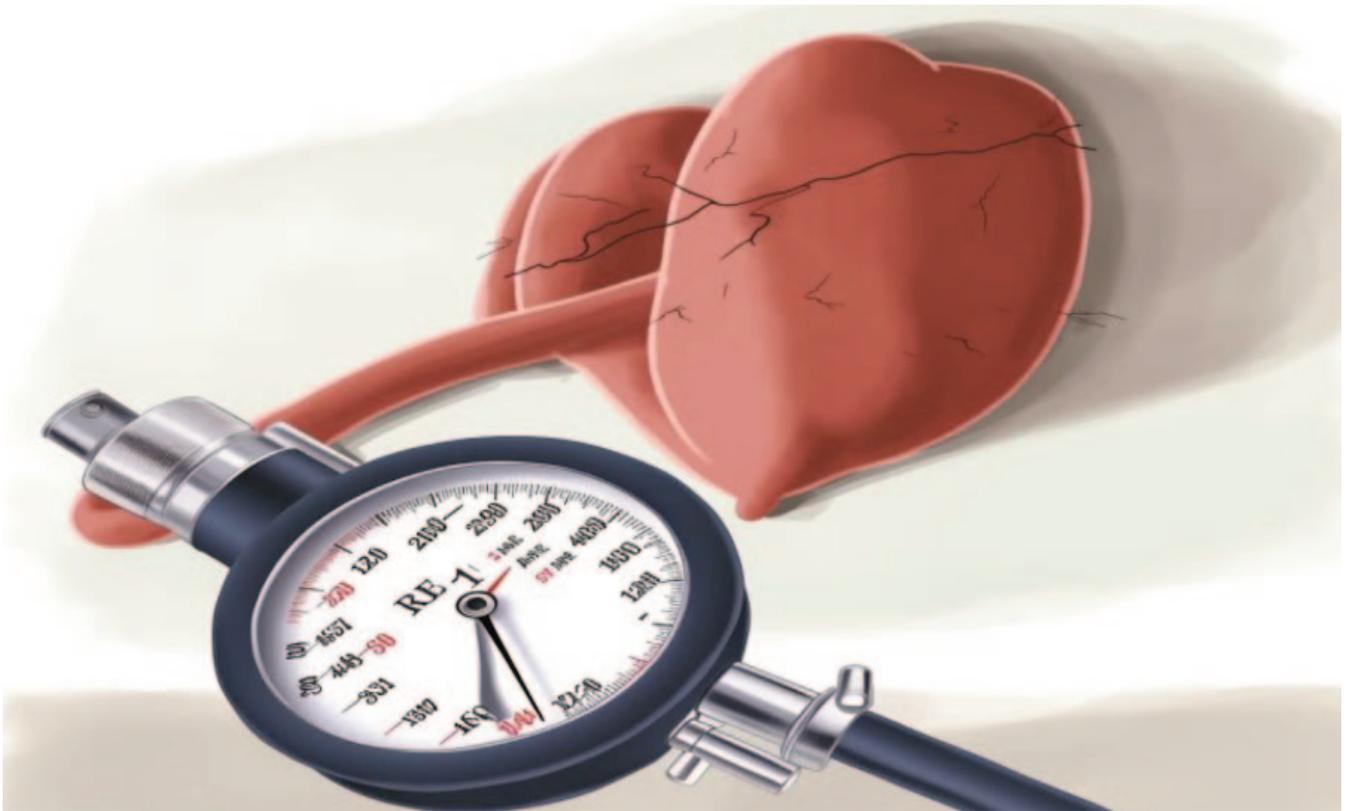
@nekapro

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149



Premier essai gratuit

Santé : L'importance de la prévention de l'hypertension pour une vie plus longue et plus saine



Chaque année, le 17 mai, le monde entier célèbre la Journée mondiale contre l'hypertension pour sensibiliser le public aux risques associés à cette maladie insidieuse. L'hypertension, également connue sous le nom de pression artérielle élevée, peut entraîner de graves complications et favoriser le développement d'autres pathologies si elle n'est pas traitée à temps.

En 2025, le thème choisi pour cette journée est "Mesurez votre tension artérielle avec précision, contrôlez-la, vivez plus longtemps", mettant ainsi en avant l'importance cruciale d'une surveillance régulière et précise de la pression artérielle pour protéger sa santé et prévenir les risques associés à l'hypertension.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'hypertension touche aujourd'hui 1 adulte sur 3 dans le monde, ce qui en fait l'une

des principales causes de décès prématurés et d'incapacités physiques. Ce trouble, commun et potentiellement mortel, voit son risque augmenter avec l'âge, touchant jusqu'à 40 % des personnes de 65 ans et près de 90 % des personnes de 85 ans.

Les complications de l'hypertension non traitée peuvent être graves, allant des maladies cardiovasculaires aux accidents vasculaires cérébraux (AVC) et à d'autres problèmes de santé majeurs. Parmi les facteurs de risque bien connus, on retrouve une mauvaise alimentation riche en sel et pauvre en fruits et légumes, le manque d'activité physique, le tabagisme, l'alcoolisme et l'obésité.

À l'occasion de la Journée mondiale contre l'hypertension, des campagnes de sensibilisation sont organisées à travers le monde, comprenant des dépistages gratuits, des

conférences médicales, la distribution de matériel éducatif et des conseils sur des modes de vie sains. Il est fortement recommandé de mesurer régulièrement sa tension artérielle, même en l'absence de symptômes, car l'hypertension est souvent qualifiée de "tueur silencieux".

La prévention et le contrôle de l'hypertension sont essentiels pour une vie plus longue et plus saine. En adoptant des habitudes de vie saines, en surveillant régulièrement sa pression artérielle et en suivant les conseils des professionnels de la santé, il est possible de réduire les risques associés à cette maladie et de préserver sa santé cardiovasculaire pour les années à venir.

Fatou Sissoko

Vers une civilisation écologique : La vision chinoise, selon Zhang Yongsheng



Dans un contexte mondial confronté à l'urgence climatique, la Chine se distingue par une approche singulière et volontariste en matière de développement durable. En tant que journaliste, j'ai eu l'opportunité d'interviewer Zhang Yongsheng, directeur de l'Institut de la civilisation écologique à l'Académie chinoise des sciences sociales. Au cours de cet entretien, il m'a présenté un panorama des avancées majeures du pays en matière de gouvernance écologique, tout en analysant les leviers mobilisés pour faire émerger un mode de vie bas carbone et les mécanismes politiques, sociaux et économiques mis en œuvre pour impliquer la société dans cette transformation de grande ampleur. Une nouvelle pensée à la base de

percées historiques.

M. Zhang est revenu d'abord sur les fondements idéologiques qui ont permis à la Chine de progresser dans sa construction d'une « civilisation écologique ». Il attribue ces avancées à une pensée directrice développée par Xi Jinping, centrée sur la valorisation de la nature et la recherche d'un équilibre entre développement économique et protection de l'environnement. Selon cette vision, le célèbre adage « les eaux limpides et les montagnes luxuriantes sont des atouts inestimables » incarne une rupture décisive avec l'idée selon laquelle croissance et écologie seraient nécessairement opposées. Au contraire, la nature est ici perçue comme une source de richesse à long terme. Trois types de percées découlent

de cette pensée. La première, conceptuelle, consiste à replacer l'écologie au cœur du modèle de développement. La seconde est institutionnelle en ce sens que la protection de l'environnement est désormais inscrite dans les textes fondamentaux du pays, comme la Constitution, les statuts du Parti communiste et les plans de développement, notamment les plans quinquennaux. La troisième percée, enfin, est d'ordre politique, avec la mise en place d'une gestion différenciée du territoire national. Celui-ci est divisé en plusieurs catégories fonctionnelles – zones de protection prioritaire, de contrôle général et de contrôle renforcé – permettant une gouvernance plus fine et ciblée de l'environnement. Un modèle de transition qui se veut exemplaire.

Pour Zhang Yongsheng, cette démarche n'est pas seulement valable pour la Chine. Elle présente une portée universelle en ce qu'elle propose de redéfinir les objectifs du développement. En recentrant les priorités sur l'amélioration du bien-être et des conditions de vie de la population, tout en respectant les lois de la nature, la Chine entend offrir une alternative aux modèles classiques, souvent sources de crises écologiques. Il a rappelé que cette transition repose sur un effort collectif et progressif, nourri à la fois par des choix politiques stratégiques et par une mobilisation sociale croissante. La pensée de Xi Jinping, selon lui, apporte des éléments de réponse aux grands défis planétaires, en réconciliant croissance, bien-être et durabilité. Impliquer toute la société dans la transition écologique Au-delà des cadres politiques et institutionnels, la réussite de cette transformation écologique repose sur l'implication active de la population, de l'avis de Zhang Yongsheng. Le concept de « faible émission de carbone pour tous » prend ici tout son sens. Zhang Yongsheng note que ces dernières années, un changement de mentalité profond s'est opéré, particulièrement chez les jeunes générations. On observe une prise de conscience accrue des enjeux écologiques et une volonté d'adopter des comportements plus durables, tant dans les habi-

tudes quotidiennes que dans les choix de consommation. Ce changement d'attitude s'est également propagé au monde économique. De plus en plus d'entreprises intègrent des pratiques vertes dans leur production, conscientes à la fois de leur responsabilité environnementale et de l'intérêt croissant des consommateurs pour les produits durables. Cette dynamique collective commence déjà à produire des effets concrets et mesurables sur la trajectoire écologique du pays. Gouvernement et marché : deux piliers d'une participation renforcée Pour pérenniser cette dynamique et l'amplifier, Zhang Yongsheng a identifié deux leviers essentiels que sont le rôle moteur du gouvernement et celui du marché. Le premier agit par la régulation, la sensibilisation et la mise en place de politiques publiques incitatives. Il s'agit notamment d'encourager les citoyens à adopter un mode de vie sobre en carbone en multipliant les initiatives éducatives et les infrastructures adaptées. Le second levier est celui du marché, qui joue un rôle clé dans le développement d'une économie verte. En proposant des produits et services écologiques à la fois innovants, accessibles et compétitifs, il permet aux choix durables de s'imposer naturellement dans la vie quotidienne des citoyens. Cette complémentarité entre politique publique et dyna-

mique économique est au cœur de la stratégie chinoise. Un aspect essentiel de cette stratégie, a souligné Zhang Yongsheng, est la facilitation. Pour que les comportements écologiques deviennent une norme sociale, il faut en simplifier l'adoption. Cela passe par la mise en place de transports en commun performants et abordables, de circuits courts de distribution, ou encore de systèmes d'incitation pour l'achat de produits verts. Lorsque les choix écologiques sont aussi les plus simples, leur diffusion dans la population s'accélère naturellement. Une voie chinoise pour un développement durable mondial L'entretien avec Zhang Yongsheng met en lumière une vision ambitieuse et systémique du développement durable. En s'appuyant sur une pensée politique innovante, des réformes institutionnelles profondes et une mobilisation progressive de la société par l'action conjointe du gouvernement et du marché, la Chine entend bâtir une civilisation écologique qui soit à la fois moderne et respectueuse de la nature. Cette expérience, encore en cours, pourrait inspirer d'autres pays à repenser leur propre modèle de développement à l'aune des défis environnementaux du XXI^e siècle.

Source : cgtn.com



Sénégal : Takhawou Sénégal vole en éclat

Barthélemy Dias et Khalifa Ababacar Sall sont deux figures politiques majeures au Sénégal, particulièrement connues pour leur ancrage à gauche et leur engagement dans la vie politique de Dakar.

Tous les deux militaient au Parti socialiste où ils étaient d'une grande proximité et d'une intelligente complicité, dans leur opposition partagée à la ligne politique d'un Ps dirigé alors, de main de fer par le défunt Ousmane Tanor Dieng, mais surtout, ce dernier, souteneur s d'un Macky Sall triomphant au sortir de l'élection présidentielle de 2012.

Un compagnonnage tumultueux, parfois violent, mais toujours empreint de loyauté, d'amitié et d'affection et qui a secrété des commentaires des plus contradictoires au gré des situations politiques.

L'annonce faite par Barthélemy Dias de porter sur les fonts baptismaux un mouvement politique a provoqué un coup de tonnerre dans le ciel dakarois et sonne le glas de ce compagnonnage historique.

Khalifa Sall a été maire de la capitale de 2009 à 2018, et Barthélemy Dias l'un de ses plus proches alliés, notamment en tant qu'édile de la commune de Mermoz-Sacré-Cœur et conseiller municipal à la Ville de Dakar.

En 2017, lors de l'incarcération de Khalifa Sall dans le cadre de l'affaire dite de la « Caisse d'avance », Dias s'est montré l'un de ses plus fervents soutiens, dénonçant une cabale politique visant à écarter l'alors premier magistrat de la capitale, de la présidentielle de 2019.

Khalifa Sall écarté de l'élection présidentielle de 2019, garde cependant une forte influence sur l'échiquier politique, et lors des élections locales de 2022, Barthélemy Dias élu maire de Dakar avec le soutien de la coalition Yewwi Askan Wi, dominée par Ousmane Sonko, le mentor commence à subir les caprices de son protégé devenu puissant à la tête de la capitale.

Une bien belle revanche pour celui que Khalifa Sall, frileux, avait écarté au profit de Mme Soham Wardini, pour assurer son intérim, alors qu'il était dans les liens de la détention, au

terme du verdict dans l'affaire précitée.

Khalifa Sall, bien que toujours influent à Dakar, n'a pas été candidat à ces locales. Il a laissé le champ libre à Dias, ce qui a été vu comme un signe d'unité... mais aussi d'une prise de distance tactique.

Si bien que l'opinion publique commence à dessiner pour Barthélemy Dias un destin à la Jacques Chirac, qui de la mairie de Paris parti à la conquête de l'Élysée.

En effet même si Khalifa Sall reste une figure tutélaire, certains observateurs notent que Barthélemy Dias cherche à s'émanciper et à construire sa propre stature politique nationale.

Leur alliance a été renouvelée à l'occasion de la présidentielle de 2024. Même si Khalifa Sall avait initialement des ambitions présidentielles en 2024, la dynamique unitaire autour de Bassirou Diomaye Faye (candidat soutenu par Sonko) a permis d'éviter l'éclatement de l'opposition.

Aussi, c'est tout naturellement que la montée en puissance d'Ousmane Sonko puis de Bassirou Diomaye Faye a forcé un ralliement stratégique. Khalifa Sall a mis en veilleuse ses ambitions, acceptant de jouer le jeu de l'unité autour du duo Sonko/Diomaye.

Barthélemy Dias, quant à lui, a soutenu activement cette alliance, mais non sans exprimer



des frustrations, notamment sur le manque de considération de certains alliés vis-à-vis de l'histoire de Taxawou Sénégal, mouvement qu'il considère comme marginalisé dans la coalition.

La montée en visibilité de Barthélemy Dias, puissant maire de la capitale, a complexifié la hiérarchie interne de leur mouvement, et commence à jeter de l'ombre sur le patron historique et leader incontesté Khalifa Sall.

Des divergences sont déjà apparues lors des nominations à la mairie, et de manière générale dans la gouvernance de celle-ci. Barthélemy Dias cherche-t-il davantage d'autonomie politique, voire un repositionnement national. Se sentirait-il à l'étroit dans le rôle de lieutenant de Khalifa ?

Si Khalifa Sall d'un point de vue stratégique, est plus porté sur une ligne de compromis politique, Dias se montre plus radical et offensif, dans la lignée de Sonko. Si bien que son affrontement avec le nouveau pouvoir est devenu très violent, sous le regard amusé de Khalifa Sall.

Rattrapé par un dossier judiciaire, Barthélemy Dias se verra éjecté de son fauteuil de maire, au mois de Décembre 2024, après avoir été battu aux législatives anticipées de la même année.

Il a depuis pris ses distances avec Khalifa Sall qui aurait assisté impassible à son immolation



et s'est emmuré dans un silence total.

En annonçant le lancement de son mouvement politique à la date du 28 Mai, pendant que se déroule le Dialogue politique initié par l'État, Barthélemy Dias signe la fin de la collaboration organique au sein de Taxawou Sénégal.

Une séparation probablement sans affrontement public ni invectives, mais avec une volonté claire de reprendre chacun sa voie politique.

C'est ce que donne à comprendre les actes que les deux leaders posent en ce moment. Car au

moment où Khalifa Sall semble répondre à l'appel au Dialogue du 28 Mai lancé par le pouvoir, son désormais ex-poulain a une autre idée, un autre agenda pour cette date : lancer son mouvement politique. Rien de moins !

Barthélemy Dias pourrait-il structurer un appareil politique propre qui ne serait pas inféodé à Pastef, prouver une envergure nationale, au-delà de Dakar, et enfin se positionner comme alternative radicale en cas de déception vis-à-vis du régime Diomaye ?

Samba Moussa LY
Correspondant à Dakar



Coupe du Monde des Clubs 2025 : La FIFA a dévoilé les détails

La FIFA a récemment annoncé les détails de la nouvelle Coupe du Monde des Clubs lors du 75e Congrès de l'instance mondiale du football qui s'est tenu le jeudi 15 mai dernier au Paraguay. Le Président de la FIFA, Gianni Infantino, a souligné l'importance de cette compétition historique qui débutera en 2025 et qui vise à aider les clubs du monde entier à progresser et se développer.

Cette nouvelle édition de la Coupe du Monde des Clubs verra la participation de 32 équipes et débutera le 14 juin prochain à Miami. Avec une dotation record de 1 milliard de dollars, la compétition a également prévu un fonds de solidarité de 250 millions de dollars pour les clubs non participants. Il est à noter que les revenus générés par la compétition seront réinvestis dans le football, tant sous forme de dotation pour les clubs participants que sous forme d'aide aux clubs du monde entier via un fonds de solidarité.

Gianni Infantino a tenu à remercier toutes les parties prenantes qui ont contribué à la mise en place de cette nouvelle Coupe du Monde des Clubs, soulignant l'importance de cette compétition mondiale pour permettre aux clubs de briller sur la scène internationale et de se développer. Il a également souligné que cette édition inaugurale rassemblera plus de pays que toute l'histoire de la Coupe du Monde, avec environ 90 pays directement représentés grâce à la diversité des joueurs de qualité venus des quatre coins du monde.

En conclusion, la Coupe du Monde des Clubs 2025 s'annonce comme un événement majeur pour le football international, offrant une plateforme unique aux clubs du monde entier pour rivaliser et progresser. La FIFA se félicite de cette avancée significative et espère voir cette compétition contribuer au rayonnement et au développement du football à l'échelle mondiale. La déclaration met en avant l'importance et la portée de la Coupe du Monde

des Clubs, en soulignant que cet événement historique suscitera la fierté de tout un pays comme le Paraguay, et pourrait même contribuer à l'objectif record de la FIFA en termes de revenus pour le cycle 2023-2026. Il est souligné que la Coupe du Monde des Clubs est bel et bien une compétition mondiale, et que son succès est attendu à grande échelle.

La mention de l'objectif financier de la FIFA de générer 13 milliards de dollars de revenus pour la période 2023-2026, tel que reflété dans les budgets détaillés pour 2026 et révisés pour 2023-2026, approuvés par le Congrès de la FIFA, met en lumière l'importance économique de cet événement sportif majeur. Infantino souligne l'ouverture des États-Unis à accueillir cet événement, en mettant en avant l'importance des joueurs, des personnes impliquées dans l'organisation, de tous les supporters et de chacun participant à cet événement. Ces déclarations insistent sur l'inclusion et la bienveillance envers tous les acteurs impliqués dans la Coupe du Monde des Clubs.

La Coupe du Monde des Clubs s'annonce comme un événement historique et majeur, non seulement sur le plan sportif mais également sur le plan économique, avec des attentes de succès et de fierté pour les pays participants et les supporters du monde entier.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous continuez sur votre lancée et vos horizons s'étendent. Les tracasseries inévitables du quotidien vous seront plus faciles à gérer car vous avez l'esprit aiguisé. Un bon conseil : dormez davantage.

Vous communiquez sur un idéal qui vous tient à cœur et que vous souhaitez partager avec le proche entourage ! Mettez sur votre rayonnement personnel, votre pouvoir de séduction pour rallumer la flamme et attirer l'attention sur vous !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Réfléchissez calmement en pesant le pour et le contre, ne vous emballez surtout pas inutilement. Ce sont vos ressources morales qui seront surtout sollicitées, réservez la fin de la journée pour vous détendre dans vos loisirs préférés.

Vous accepterez pleinement vos responsabilités en toute sérénité. Et avec le plaisir de maîtriser le cours des choses ! La positive attitude que vous adopterez aujourd'hui sera payante pour les jours à venir et vous apportera de belles satisfactions dans tous les domaines.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aurez l'art et la manière d'aborder les difficultés efficacement. Vos résolutions vous font avancer avec détermination vers vos objectifs. C'est en vous reposant davantage que vous allez retrouver votre énergie !

Vous perséverez dans vos activités, vos qualités trouvent des terrains fertiles pour s'exprimer et vous prenez un certain recul sur vous-même, tout cela vous permet de reprendre confiance et d'utiliser votre intuition.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

De nouvelles perspectives d'avenir vous sourient. Soyez réceptif à ce qui se dit autour de vous, une chance va passer. Vous êtes en accord entre vos désirs et la réalité, bon équilibre général, il ne manque qu'un peu de sport.

Aujourd'hui, vous saurez exploiter vos potentiels et talents ce jour avec pour objectifs majeurs de séduire en haut lieu et surtout de convaincre votre hiérarchie ou le pouvoir en place qu'ils peuvent (et doivent) compter sur vous !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez du mal à faire des compromis. Mais vous vous félicitez de les faire quand même, par la suite. Vous voici plus serein sur le plan émotionnel, vous parviendrez à gérer plus facilement votre énergie. Le repos vous sera plus profitable que d'habitude. Votre joie de vivre de ce jour vous incite à explorer de voies nouvelles. Vous allez avoir les moyens et le plaisir de mettre de côté votre quotidien, de sortir, de faire des rencontres stimulantes et d'éprouver un sentiment immense de liberté.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans l'ombre vous vous démenez pour actionner vos soutiens secrets. Histoire de transformer ce qui doit décidément l'être plus à votre goût ! Certains pourraient ce jour percevoir les changements qui se profilent, emprunter la route à suivre pour se réaliser différemment !

Vous rêvez votre vie au lieu de marcher sur la terre ferme et cela risque de vous jouer des tours si vous n'êtes pas plus attentif aux manipulateurs, aux menteurs et aux profiteurs en tout genre, ne soyez pas si naïf !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

C'est dans votre intimité que vous trouverez la paix à laquelle vous aspirez. Il y a de la continuité dans vos dialogues. Méfiez-vous tout particulièrement des excès en tout genre ; votre énergie, remonte positivement, il serait dommage de tout gâcher.

Ne confondez pas détente et passivité, profitez-en pour dresser un bilan objectif de ces dernières semaines. Passez en revue les dernières discussions, vous y trouverez le moyen de faire évoluer votre situation.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La paix s'annonce, aujourd'hui. Peut-être regretterez-vous ce manque d'émotions fortes... Profitez-en pour vous pencher sur les derniers changements que vous avez traversés, vous en tirerez une essence utile.

L'atmosphère du jour stimule hautement votre créativité, n'hésitez pas à mettre votre grain de sel ! En effet, des idées fantaisistes pourraient déboucher sur un projet positif. Suivez-le fil de votre imagination et partagez vos concepts.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous ressentez une perte de vitesse et vous avez du mal à suivre le rythme qui s'impose. Des troubles du sommeil viennent perturber votre forme, vous reposer davantage serait tout indiqué, il faut retrouver l'équilibre à tous niveaux.

Ne confondez pas sérénité et paresse. Vous n'êtes pas très bien organisé, vous êtes distrait ou maladroit, ne décidez rien d'important, attendez un jour ou deux, le temps de retrouver tout votre sens pratique et votre dynamisme.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous souhaitez actuellement influencer sur votre vie de famille, parvenir à harmoniser les relations et échanges au sein du clan, tâchez de composer entre autorité et bienveillance, respect de chacun ! La meilleure approche à employer pour parvenir à vos fins ! Aujourd'hui, vous avez le cœur en joie. Ainsi, vous chassez les nuages gris et la sinistrose ambiante en répandant votre bonne humeur autour de vous. Votre attitude va favoriser d'harmonieuses relations avec vos proches, vos partenaires et collègues.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous ne pouvez pas éviter de vous confronter à un grand changement qui termine une étape de votre vie et qui avait une grande importance pour vous. Ne fuyez pas les confrontations et acceptez les conseils de vos amis.

Il est temps de vous détendre et de prendre un repos bien mérité. Choisissez le loisir parfait qui saura vous relaxer en vous distrayant : coloriages, mandalas, lecture...Faites travailler votre imagination pour mieux la canaliser et, pourquoi pas, l'exploiter.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez l'occasion de vous consolider définitivement que ce soit financièrement, socialement, professionnellement ou affectivement. Dans tous les domaines de votre vie, vous prenez de bonnes décisions, vous gérez mieux vos acquis et vous gardez la forme.

Ne vous précipitez pas si on vous demande une promesse, n'endossez pas des responsabilités excessives. Pour rester dans une situation équilibrée, décidez seul de vos priorités, ne vous laissez pas trop facilement influencer.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1117 Malikilé

1592 Malikilé

Intégration et suivi aux membres de l'élite de l'opposition... Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

Le Combat de Yahya Samaké

Défense de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

1592

1117 Malikilé

1593 Malikilé

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goïta au Burkina Faso

Renforcement de la coopération bilatérale

1593

1117 Malikilé

1594 Malikilé

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires... Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice Internationale

Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

1594

1117 Malikilé

1595 Malikilé

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal : enjeux et implications

Mémoire de Boubou / Choguel

Un tissu de mensonges ?

1595

1117 Malikilé

1596 Malikilé

Call to arms de force pour lutter contre la dégradation... Une initiative de Boubou Bakoum Assani et de l'Association Espoir en Rouge

La rançon de la quête de souveraineté

1596

1117 Malikilé

1597 Malikilé

Fin de guerre interarmées de Séno... Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

Pathétique Choguel !

1597

1117 Malikilé

1598 Malikilé

Visite diplomatique de l'ambassadeur à Séno... Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

1598

1117 Malikilé

1599 Malikilé

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie... Le Président Assimi reçoit en audience Moustapha Khazzan (SPASSI)

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?

1599

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23